REVUE DE DROIT COMPARÉ DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

COMPTRASEC
Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Université de BORDEAUX

CNRS

Appel à contributions 2026/3

Date limite de réponse à l'appel à contributions : 15 février 2026

Revue de Droit Comparé du Travail et de la Sécurité Sociale 2026/3

Dossier thématique
« Cartographie analytique des travailleurs du soin et de leurs conditions de travail »

Coordination par :
Christophe Bergougnan et Isabelle Daugareilh

ARGUMENTAIRE

Le travail du soin en France va mal ! La sonnette d'alarme a été tirée pendant les périodes de confinement. Promesses salariales, éloges des travailleurs essentiels, pluies d'applaudissements aux balcons, tout cela fut rangé aux oubliettes au lendemain de la pandémie. Depuis, plusieurs rapports de l'OIT en appellent à investir dans l'économie du soin[1], dans ses structures comme dans ses services pour que cela rejaillisse sur les conditions de travail, la lutte contre la ségrégation professionnelle et la conciliation vie privée vie professionnelle. Les politiques de protection sociale sont au cœur d'une approche du soin favorisant le vieillissement en bonne santé et le droit des personnes âgées à bénéficier de soins de longue durée. Le vieillissement de la population est un phénomène mondial ; cela va de pair avec une augmentation du nombre de personnes en perte d'autonomie en raison de l'âge. La stratégie et la volonté politique des pouvoirs publics est de maintenir à domicile les personnes en perte d'autonomie le plus longtemps possible, retardant ainsi autant que possible l'entrée en établissement. Depuis les années 1990 a émergé un secteur des « services à la personne », constitué d'activités rendues à domicile, exercées par des salariés employés directement par les particuliers ou par des organismes à but lucratif.

En dépit de certaines régularités et caractéristiques structurelles, la thématique des travailleurs du soin renvoie à une diversité d'approches méthodologiques et analytiques. Elles traduisent en grande partie le point de vue disciplinaire envisagé, mais elles sont aussi le reflet du croisement des enjeux multiples au cœur desquels se situent l'activité et les conditions de vie des travailleurs du soin. La cartographie et la compréhension de ces enjeux supposent dès lors des dispositifs méthodologiques divers tout en étant structurés par des logiques théoriques spécifiques. Dans tous les cas se posera la question des catégories définissant le soin, les travailleurs qui les prodiguent et les employeurs et/ou clients qui les reçoivent. On pourra adopter plusieurs angles disciplinaires ou thématiques pour imaginer une cartographie analytique des travailleurs du soin. La condition de travailleur du soin peut s'aborder en s'intéressant au parcours de vie des personnes. On peut également s'intéresser au service que constitue le soin et s'intéresser à son rôle/poids dans l'économie marchande ou non marchande, qu'il s'agisse d'économie formelle ou informelle. On peut aussi envisager le travail du soin comme structuré par des

[1] L. Addati, U. Cattaneo et E. Pozzan, *Soin à autrui au travail : Investir dans les congés et services de soin à autrui pour plus d'égalité de genre dans le monde du travail*, BIT, 2022, p. 46 ; OIT, *Le travail décent et l'économe du soin*, ILC.112/Rapport VI, CIT 112e session, 2024, p. 6.

rapports de subordination/domination ouvrant la voie à des disqualifications symboliques, voire à des processus de discrimination exercés par les employeurs en fonction de leurs stéréotypes concernant les populations et leur capacité à développer des compétences de soin. Enfin, on pourra chercher à comprendre comment les travailleurs du soin construisent un ethos professionnel donnant une valeur à leur activité en dépit de rémunérations souvent faibles, de conditions d'emploi fragiles et inadaptées à leurs nécessités et d'une fréquente pénibilité.

L'objet du présent appel à contributions est de proposer, à l'automne 2026, un dossier thématique qui rendrait compte selon une approche comparative et pluridisciplinaire de l'état des recherches sur les travailleurs du soin.

ÉLÉMENTS DE CADRAGE

Les contributions pourront aborder à titre indicatif les points suivants :

1) **Que représentent ou que cachent les catégories juridiques se rapportant au travail du *care* ?** Ces catégories juridiques recoupent-elles celles de la statistique publique ? Quel rôle jouent les institutions publiques et en particulier l'État et les partenaires sociaux dans la formation des catégories et des statuts juridiques ? Existe-t-il des résidus de domesticité dans l'encadrement juridique du travail du soin ? Tous les travailleurs jouissent-ils de la même protection juridique ?

2) **La figure du losange est utilisée pour illustrer les acteurs qui interviennent dans le soin.** Quels sont ses angles ? En d'autres termes, quelle est la part respective des organisations non lucratives et publiques, de la re-familiarisation, de la marchandisation du soin, de la plateformisation du travail du soin ? Comment cela se traduit-il en termes de statuts juridiques des employeurs et des travailleurs et d'emploi en termes quantitatifs et qualitatifs ?

3) **Travail irrégulier/informel dans le secteur du soin.** Existe-t-il des politiques publiques pour enrayer le travail non déclaré dans le secteur du soin et quelle est leur efficacité ? Existe-t-il dans d'autres pays des figures comparables à celle des *badanti* en Italie ? Quelles sont les mesures prises pour limiter la durée du travail, favoriser des conditions d'hébergement décent, éviter l'exploitation des travailleurs concernés ?

4) **Pénurie de main-d'œuvre dans le secteur du soin et politiques migratoires.** Quelles sont les politiques publiques en faveur de l'emploi dans le secteur du *care* ? Quelles articulations existe-t-il avec les politiques migratoires ? Quelles sont les dispositions légales et conventionnelles pour favoriser l'attractivité des métiers du soin ?

5) **Précarité, pauvreté, statut familial, parcours de vie et travail du soin.** Les travailleurs du soin peuvent cumuler des précarités liées à leur parcours de vie. Que font les partenaires sociaux et les collectivités publiques / l'État pour limiter les effets négatifs de la pluriactivité et de la pluralité d'employeurs ?

6) **Genre, origine nationale et discriminations dans le travail du soin.** La démographie des travailleurs du soin atteste de discriminations de genre et d'origine généralisées. Jusqu'à quel point ces inégalités sont-elles le reflet de discriminations systémiques ? Quels sont les moyens mis en place pour lutter contre la persistance de telles discriminations/inégalités ?

7) **Santé, charge de travail, violences et harcèlement dans le secteur du soin.** Quelles sont les mesures mises en place par les pouvoirs publics, les partenaires sociaux et les employeurs pour alléger la charge de travail ? Quels liens entre qualité de soin et qualité de la vie au travail ? Les politiques d'autonomie prennent-elles en compte la qualité des conditions de travail ?

8) **Proches aidants et travailleurs du soin.** Existe-t-il des politiques, des expérimentations et/ou des normes légales qui articulent droit au répit du proche aidant et modalité d'organisation du travail du soin ?

Recommandations aux auteurs

Format des contributions attendues

Les contributions attendues seront de langue française, anglaise ou espagnole, d'un volume maximal de **40 000 signes**, espaces compris.

Par ailleurs, les manuscrits devront être accompagnés des éléments suivants :

- Le titre de l'article ;

- 5 mots clés permettant d'identifier le contenu de l'article ;

- Un résumé de 500 caractères ;

- L'institution de rattachement, le titre, l'adresse postale et électronique de l'auteur ;

- Les références bibliographiques de l'auteur (deux publications au choix).

Calendrier

- Date limite pour les **propositions d'articles** accompagnées d'un **titre**, d'un **résumé de 400 mots** et d'une **proposition de plan** : 15 février 2026

- À : isabelle.daugareilh@u-bordeaux.fr et christophe.bergougnan@u-bordeaux.fr

Copie à : revue.comptrasec@u-bordeaux.fr et mathilde.nicoli@u-bordeaux.fr

- Date limite de réponse aux auteurs : début mars 2026

- Date limite de remise des articles : 1er juin 2026

***Nota Bene* : La *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* publie des textes originaux soumis à une évaluation anonyme par deux experts.**